



FEDERACION SINDICAL MUNDIAL
WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
ВСЕМИРНАЯ ФЕДЕРАЦИЯ ПРОФСОЮЗОВ

Checoslovaquia, 121 47 Praga 2, Vinohradská 10
Teléfono 243741-9, Telex 121525 WFTU C
Dirección telegráfica: FESYMOND PRAGUE

Prague, le 8 mai 1980

M. Kurt Waldheim
Secrétaire Général,
Organisation des Nations
Unies
N.Y. 10017 New York
USA

OIG/RJM/NP/80 No. 1767



Objet: violation des droits syndicaux par le gouvernement turc

Monsieur,

La Fédération Syndicale Mondiale voudrait porter à votre connaissance un autre témoignage de l'amplification des mesures de répression contre les travailleurs et leurs organisations syndicales par le gouvernement de la Turquie.

Veuillez trouver, en annexe, les données détaillées de la substance de cette violation qui fait l'objet de notre profonde inquiétude. Nous vous demandons de faire tout possible pour que soit mis fin à la répression brutale anti-ouvrière en Turquie.

Enrique Pastorino
Secrétaire Général



Annexe

Le 5 mai dans la matinée, les forces d'ordre ont à nouveau envahi le siège de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) à Istanbul. Ils ont arrêté encore 16 dirigeants de l'organisation syndicale. Plus tard dans la matinée, F. Isklar, Secrétaire Général de la DISK a été arrêté, lui aussi. Parmi ces dirigeants arrêtés se trouvent notamment : K. Nebioglu, Vice-Président, H. Ekinçi, Secrétaire général adjoint, T. Kocamanoglu, membre du Bureau exécutif ainsi que K. Akar, Président du Comité de contrôle de la DISK.

Le nombre d'arrêtés de la DISK à tous les échelons de responsabilité syndicale a ainsi atteint 367 à ce jour. Des nouvelles arrestations selon nos renseignements, sont à prévoir.

Rappelons que, déjà A. Bastürk, Président de la DISK et Président des syndicats des services publics, R. Güven, Vice-Président de la DISK et M. Aktolgali, membre du Bureau exécutif se trouvent en prison. Ainsi, un seul membre du Bureau exécutif de la DISK n'est pas en prison, du fait qu'il se trouve en dehors du pays. Tous les responsables ainsi arrêtés sont soumis à la torture et mis au secret par les autorités de l'état de siège.

Les 17 dirigeants ont déclaré, juste avant leur arrestation ce jour là, que "les arrestations arbitraires" opérées ces derniers jours font partie d'une attaque générale contre les droits syndicaux démocratiques des travailleurs en Turquie. Toutefois, malgré cette vague de répression, la classe ouvrière est déterminée de défendre ses libertés et ses droits bafoués. Elle a démontré cette détermination notamment durant la manifestation de Mersin. Il en sera de même à l'avenir.

Les autorités turques semblent ainsi être déterminées à engager une épreuve de force avec le mouvement syndical démocratique en Turquie.

Tenant compte de cette situation alarmante, nous vous demandons de bien vouloir faire le nécessaire pour que ce cas soit examiné comme urgent avec le but d'obtenir rapidement:

- que le gouvernement turc respecte les libertés et droits syndicaux universellement reconnus;
- qu'il cesse toute répression anti-ouvrière et anti-syndicale et libère immédiatement les dirigeants et militants syndicaux ainsi que tous les travailleurs emprisonnés;
- qu'il applique les conclusions du Comité de la liberté syndicale approuvées par la 212ème session du Conseil d'Administration de l'OIT.